Chers amis,
Je vous signale cet exposé (18 min) que je trouve important.
Je vous copie, en dessous de la vidéo, une retranscription complète, à lire le crayon à la main.
À connaître, et à faire connaître, il me semble.
Étienne.

Julie Ponesse, professeur d'éthique, sur la politique COVID : « La plus grande menace pour l'humanité à laquelle nous ayons jamais été confrontés »

Revenez quelques années en arrière, à l'automne 2019, par exemple. Que faisiez-vous alors ? À quoi ressemblait votre vie ? A quoi teniez-vous alors ? De quoi aviez-vous le plus peur ? Comment imaginiez-vous l'avenir ?

Voilà la personne avec laquelle j'aimerais parler pendant les 15 prochaines minutes, et je commencerai par ma propre histoire ; à la fin, j'aurai une faveur à demander et un petit secret à partager.

À l'automne 2019, j'étais professeur d'éthique et de philosophie antique ; j'enseignais aux étudiants la pensée critique et l'importance de la réflexion personnelle, comment poser de bonnes questions et évaluer les preuves, comment apprendre du passé et pourquoi la démocratie exige la vertu civique.

Faisons un accéléré au 16 septembre 2021, date à laquelle j'ai reçu une lettre de « licenciement avec motif » après avoir contesté, et refusé de respecter, la vaccination obligatoire imposée par mon employeur. J'ai été licenciée pour avoir fait exactement ce pour quoi j'avais été engagée. J'étais un professeur d'éthique qui remettait en question ce que je considérais comme une exigence contraire à l'éthique. Il ne faut pas chercher bien loin pour voir l'ironie de la chose.

Le Canada est régi par des lois qui sont fondées sur l'éthique. On pourrait dire que l'éthique est le fondement de notre démocratie.
« Le droit de déterminer ce qui doit ou ne doit pas être fait avec son propre corps, et d'être libre vis-à-vis des traitements médicaux non consensuels, est un droit profondément ancré dans notre système de *common law*. » Ces mots ne sont pas de moi ; ce sont ceux du juge Sydney Robins de la Cour d'appel de l'Ontario.

À de très rares exceptions près, le corps de chaque personne est considéré comme inviolable dans le droit canadien, et c'est l'éthique sous-jacente du Code de Nuremberg, la promesse faite à l'humanité que nous n'autoriserions plus jamais des prises de décision médicale non informée et non volontaire, même pour le bien du patient, et même au nom du bien public.

Par définition, la vaccination obligatoire est une stratégie d'immunisation coercitive : en l'absence de coercition – la menace de perdre son emploi, par exemple – les gens accepteraient volontairement de faire ce que l'obligation tente de réaliser !

Aujourd'hui, les employeurs prennent nos carrières en otage et nous privent de notre participation à l'économie et à la vie publique. Leur justification est suivante : « Nous sommes en pleine pandémie, et nous devons donc renoncer à l'autonomie de notre corps au nom du bien public. »

Parlons donc un peu d'autonomie et de bien public.

En cas d'urgence, le Parlement et les législatures provinciales disposent d'un pouvoir limité pour adopter des lois qui violent certains droits de la Charte au nom du bien public. Mais, pour justifier ces violations, la vaccination obligatoire devrait satisfaire à un seuil d'exigence très élevé : il faudrait, par

exemple, que le COVID-19, soit un agent pathogène très virulent pour lequel il n'existe aucun traitement adéquat, et l'efficacité et la sécurité des vaccins devraient être démontrées.

L'état actuel des choses au Canada ne répond à aucun de ces critères.

Considérons les faits suivants :

1) le COVID-19 a un taux de fatalité par rapport à l'infection qui ne représente **même pas 1 % de celui de la variole** (et il pose encore moins de risque pour les enfants) ;

2) il existe un certain nombre de **produits pharmaceutiques sûrs et très efficaces** pour le traiter (notamment des anticorps monoclonaux, l'Ivermectine, la fluvoxamine, la vitamine D et le zinc) ;

3) Les vaccins ont fait l'objet de **plus d'événements indésirables (y compris d'innombrables décès) que tous les autres vaccins sur le marché au cours des 30 dernières années.**

À la lumière de ces faits, je me pose de nombreuses questions :

Pourquoi les vaccinés se voient-ils accorder des passeports vaccinaux et l'accès aux espaces publics, alors que le directeur du CDC a déclaré que les vaccins COVID-19 ne peuvent **pas empêcher la transmission** ?

Pourquoi la vaccination est-elle la SEULE stratégie d'atténuation alors que les preuves émergentes (y compris une étude récente de Harvard) ne mettent en évidence **aucune relation perceptible entre le taux de vaccination et les nouveaux cas** ?

Pourquoi notre gouvernement continue-t-il de ne pas recommander **l'ivermectine** comme traitement, alors que les National Institutes of Health des États-Unis le soutiennent et que l'État d'Uttar Pradesh, en I^{nde}, l'a distribué à ses 230 millions d'habitants, réduisant ainsi son taux de mortalité liée au COVID à **près de zéro** ? Comment l'Inde a-t-elle pu dépasser le Canada en matière de soins de santé ?

Pourquoi sommes-nous sur le point de vacciner des **enfants de 5 ans** alors que le COVID présente pour eux moins de risques que les réactions potentielles aux vaccins ET alors qu'il n'existe AUCUN système de surveillance efficace des vaccins ?

Pourquoi nous concentrons-nous sur les avantages limités de l'immunité induite par le vaccin alors que des études dans le monde réel montrent que l'**immunité naturelle est plus protectrice, plus puissante et plus durable** ?

Pourquoi flétrissons-nous ceux qui hésitent à se faire vacciner et non ceux qui veulent imposer le vaccin à tout prix ?

« Pourquoi, comme l'a récemment demandé une infirmière, les personnes protégées doivent-elles être protégées des personnes non protégées en contraignant les personnes non protégées à utiliser une protection qui de toute façon n'a pas protégé les personnes protégées ? »

À tous les égards et sous tous les angles, ce château de cartes est **sur le point de s'effondrer…**

Mais la question qui m'intéresse est de savoir pourquoi il ne s'est pas déjà effondré ? **Pourquoi ces questions ne font-elles pas la une de tous les grands journaux du Canada chaque jour ?**

Les bonnes personnes n'ont-elles tout simplement pas vu les bonnes données ? S'agit-il simplement d'une erreur administrative… à l'échelle mondiale ?

Qu'est-il donc arrivé à nos dirigeants ? Notre premier ministre a lancé le cri de guerre : « Ne croyez pas que vous monterez dans un avion », a-t-il menacé. Les promesses de campagne sont devenues des politiques publiques ségrégationnistes. Notre gouvernement nous encourage quotidiennement à nous diviser et à être haineux.

Comment les choses ont-elles pu changer si radicalement ? Comment nous, Canadiens, avons-nous pu changer aussi radicalement ?

J'observe que nous sommes confrontés à une pandémie, non pas seulement d'un virus, mais d'une **pandémie de conformisme et de complaisance, dans une culture du silence, de la censure et de**

l'intimidation institutionnalisée.

Les médias mainstream aiment à dire que nous menons une « guerre de l'information » : que la désinformation, et même le questionnement et le doute, ont été les fléaux de cette pandémie.

Mais ce n'est pas seulement l'information qui a été instrumentalisée comme arme, dans cette guerre ; c'est aussi le droit d'une personne à penser par elle-même.

J'ai entendu dire : « Eh bien, je n'y connais pas grand-chose en virus, donc je ne devrais pas vraiment avoir d'opinion », mais…
La question n'est pas de savoir si vous en savez plus sur la virologie que nos responsables de la santé publique ; la question est de savoir pourquoi nous ne leur reprochons pas tous de ne pas être prêts à s'engager sur la voie des preuves et à débattre avec celui qui a une opinion différente.

Nous devrions demander non pas un résultat, mais le rétablissement d'un **processus**.

Sans ce processus, nous n'avons pas de science, nous n'avons pas de démocratie.

Sans ce processus, nous sommes dans une espèce de guerre morale.

Mais, les guerres du passé avaient des frontières claires et nettes : l'Est et l'Ouest, les patriotes et le gouvernement.

La guerre où nous nous trouvons aujourd'hui est une **guerre d'infiltration** et non d'invasion, **d'intimidation** et non de libre choix, **de forces psychologiques si insidieuses que nous en venons à croire que les idées sont les nôtres et que nous y faisons notre devoir en abandonnant nos droits.**

Comme l'a dit récemment un sage collègue, « C'est une guerre qui porte sur le rôle du gouvernement. Il s'agit de notre liberté de penser et de poser des questions, et de savoir si l'autonomie individuelle peut être réduite à un privilège conditionnel ou si elle demeure un droit. C'est une guerre qui vise à déterminer si vous devez rester un citoyen ou devenir un sujet. **Il s'agit de savoir à qui vous appartenez… à vous-même ou à l'État**. »

Elle porte sur le point où nous établissons la ligne de démarcation.

Il n'est pas question ici de libéraux et de conservateurs, de pro et d'anti-vaxx, d'experts et de profanes. Chacun a le devoir de se soucier de la vérité, chacun devrait se soucier des processus scientifiques et démocratiques, chacun devrait se soucier des autres.

Je dirais qu'il n'y a pas grand-chose à faire pour assurer la survie de notre nation si notre liberté de débattre, de critiquer, d'exiger des preuves quant à ce que notre gouvernement nous demande, ne survit pas avec elle.

En tant que personne née dans les années 70, je n'ai jamais pensé que je devrais mener CE type de guerre ; que le droit à l'autonomie corporelle, à l'échange libre et transparent d'informations serait menacé.

Pensez un instant aux horreurs les plus inimaginables du siècle dernier – la « solution finale », l'apartheid sud-africain, les génocides rwandais et cambodgiens. Ne sommes-nous pas censés nous souvenir des atrocités du passé pour ne pas les répéter ? Eh bien, la mémoire est courte, les chaînes familiales sont brisées, les nouveaux soucis éclipsent les anciens, et les leçons du passé se perdent dans l'histoire ancienne pour être oubliées.

Aujourd'hui, les vaccinés semblent jouir de tous les droits et privilèges d'une société civilisée : liberté de mouvement, accès à l'éducation, approbation des gouvernements, des législateurs, des journalistes, des amis et de la famille. La vaccination est le ticket pour un retour CONDITIONNEL de notre droit à participer à la société canadienne.

Mais comme l'a dit John F Kennedy : **« Les droits de chaque homme sont diminués lorsque les droits d'un seul homme sont menacés. »**

CONCLUSION

Je n'ai aucun doute sur le fait que COVID-19 est la plus grande menace pour l'humanité à laquelle nous ayons jamais été confrontés ; non pas à cause d'un virus ; celui-ci n'est qu'un chapitre d'une histoire beaucoup plus longue et complexe ; mais à cause de **notre réponse** à ce virus.

Et cette réponse est en train, je crois, de gagner sa place dans tous les manuels d'éthique médicale qui seront publiés au cours du siècle prochain.

Que pouvons-nous faire ?

Comme l'a dit le chimiste et auteur canadien Orlando Battista, « **Une erreur ne devient une faute que lorsque vous refusez de la corriger.** »

Dans notre monde, la politesse, « se débrouiller », « passer sous le radar » semblent être devenus les seuls objectifs. Finis les révolutionnaires des années 60, finis les patriotes de l'Amérique primitive. Nous sommes les victimes – et les soldats – d'**une pandémie du conformisme.**

Mais le conformisme n'est pas une vertu, il n'est pas neutre, et il n'est certainement pas inoffensif.

Lorsque Hannah Arendt a couvert le procès d'Adolf Eichmann pour le New Yorker en 1961, elle s'attendait à trouver un homme complexe, arrogant, diabolique, voire psychotique. Elle a trouvé tout le contraire. Elle a été frappée par son « caractère très ordinaire ». Il était « terriblement normal, terrifiant dans sa normalité », écrit-elle, un homme qui « ne faisait que suivre les ordres », comme il le répétait sans cesse. Ce qu'elle a découvert, c'est ce qu'elle a appelé **la « banalité du mal », la tendance irréfléchie des gens ordinaires à obéir aux ordres afin de se conformer sans penser par eux-mêmes.**

Les messages dédaigneux et bien rodés de nos responsables de la santé publique ont créé une machine très efficace qui ne publie pas ses preuves et ne s'engage pas dans un débat, mais émet des ordres que nous suivons avec empressement. Avec l'aide des médias, ses erreurs sont cachées, ses politiques ne sont pas remises en question et ses dissidents réduits au silence.

Comment briser ce silence ? Comment retrouver la raison et reconstruire notre démocratie ? **Il est peut-être temps de faire un peu de bruit.** Des études ont prouvé qu'une fois qu'une idée est adoptée par seulement 10 % de la population, c'est le point de basculement où les idées, opinions et croyances seront rapidement adoptées par les autres. Un 10 % qui parle, un 10 % qui fait du bruit, il n'en faut pas plus.

La démocratie, « le règne du peuple », ne permet pas seulement la liberté d'expression et de recherche, elle l'exige.

Et le petit secret que je vous ai promis au début ? Le voici : vous n'êtes PAS une mauvaise personne parce que vous exigez des preuves, vous n'êtes pas une mauvaise personne parce que vous faites confiance à votre instinct, et vous n'êtes pas une mauvaise personne parce que vous voulez penser par vous-même. En réalité, c'est le contraire qui est vrai.

Si la perte de la justice vous inquiète, si le genre de vie que pourront mener nos enfants vous fait du souci, si vous voulez retrouver votre pays – le pays qui était autrefois l'envie du monde entier – c'est maintenant qu'il faut agir. Il n'y a pas de raison d'attendre, vous ne pouvez pas vous offrir le luxe d'attendre, ou trouver des excuses. C'est maintenant que nous avons besoin de vous.

C'est maintenant qu'il faut appeler nos politiciens et écrire à nos journaux. C'est le moment de protester, c'est le moment de contester et même de désobéir à notre gouvernement.

Comme l'a dit Margaret Mead : « **Ne doutez jamais qu'un petit groupe de citoyens réfléchis et engagés puisse changer le monde ; en fait, c'est la seule chose qui y soit jamais parvenue**. »

En d'autres termes, vous n'avez pas besoin d'une tribu de héros, d'une masse de héros, d'un pays de héros. Il ne vous en faut qu'un seul. **Vous pouvez apporter votre contribution et vous POUVEZ faire la différence**. Les pilotes de Southwest Airlines, la police montée canadienne, les infirmières du University Health Network font tous une différence.

Et cette faveur que je devais vous demander ? Nous avons besoin de héros maintenant plus que jamais. Notre démocratie demande des volontaires… Serez-vous un héros, pour notre pays, pour nos enfants ? Ferez-vous partie des 10 % qui font du bruit ?

Dr Julie Ponesse, Discours du 28 octobre 2021 pour « The Democracy Fund »

Source de la retranscription